

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 91 — 3516

**15 OCTOBRE 1991. — Décret ouvrant les crédits provisoires  
à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

*Section 1<sup>re</sup>. — Dotation au Conseil de la Communauté française  
Dépenses du Ministère de la Culture et des Affaires sociales*

Article 1<sup>er</sup>. Des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année budgétaire 1992 sont ouverts du 1<sup>er</sup> janvier 1992, à savoir (en milliers de francs) :

Dotation au Conseil de la Communauté française :	
Dépenses courantes .....	47 800
Ministère de la Culture et des Affaires sociales :	
a) Dépenses courantes .....	8 990 200
b) Dépenses de capital :	
— crédits non dissociés .....	646 900
— crédits d'engagement .....	356 400
— crédits d'ordonnement .....	301 600

Art. 2. Les crédits provisoires sont ouverts à concurrence de quatre douzièmes du montant des articles du budget initial de l'année budgétaire 1991 pour les articles suivants :

- articles 11.01 et 11.02 des sections 01, 02, 03;
- articles 11.03 des sections 31, 61, 66 et 71.

Art. 3. A l'intervention du ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, des dépenses à charge d'un nouvel article 41.04.21 de la section 52 (dotation à l'Agence pour la prévention du Sida) peuvent être engagées, ordonnancées et liquidées à concurrence de 50 000 000 de francs, pendant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992.

Art. 4. A l'intervention du ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre en charge des engagements pendant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992, pour un montant de 232 500 000 francs destinés aux engagements fractionnés par lots.

Art. 5. A l'intervention du ministre qui a la politique de l'Aide sociale dans ses attributions, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre en charge des engagements pendant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992, pour un montant de 30 000 000 de francs destinés aux engagements fractionnés par lots.

Art. 6. A l'intervention du ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, le Fonds des constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement, dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique en lieu et place des interventions prévues à l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant celle du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux.

Ces engagements pourront porter pendant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992 sur un volume de prêts ne dépassant pas 200 000 000 de francs.

Art. 7. Le ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à prendre, au nom de la Communauté française, l'engagement de payer, à l'échéance aux pouvoirs publics régionaux et locaux, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de trente ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique en lieu et place des subventions aux administrations publiques subordonnées en faveur de l'exécution des travaux soumis à son haut contrôle.

Ces engagements pourront porter pendant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992 sur un volume de prêts ne dépassant pas 20 000 000 de francs (maisonnettes pour personnes âgées et crèches).

Art. 8. Le ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions est autorisé à contracter, auprès du Crédit Communal de Belgique, au nom de la Communauté française, et pour le compte de l'hôpital psychiatrique de la Communauté française « Les Marronniers », à Tournai, un crédit pour un montant maximum de 200 000 000 de francs, et pour le compte de l'hôpital « Chêne aux Haies », à Mons, un crédit pour un montant de 200 000 000 de francs, afin d'assurer le préfinancement des frais de fonctionnement des hôpitaux précités durant les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992.

Les intérêts de ce crédit seront incorporés dans le prix de la journée d'hospitalisation de l'hôpital.

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — N° 227, n° 1 : Projet de décret. — N° 2 : Rapport.

Session 1991-1992.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 octobre 1991.

**Art. 9.** A l'intervention du ministre qui a la politique de la Santé dans ses attributions, nonobstant l'article précédent, le Fonds de constructions d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française est autorisé à prendre l'engagement de payer à l'échéance, l'intérêt et l'amortissement dans un délai maximum de vingt ans, des prêts accordés par le Crédit Communal de Belgique, pour des sommes équivalant à 40 p.c. du prix des travaux effectués aux hôpitaux psychiatriques de Mons et Tournai.

Ces engagements pourront porter sur un volume de prêts ne dépassant pas 32 500 000 francs pour les trois premiers mois de l'année budgétaire 1992.

**Section 2. — Dépenses du Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation**

**Art. 10.** Des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année 1991 sont ouverts du 1<sup>er</sup> janvier 1992 au 31 mars 1992, à savoir (en milliers de francs) :

— Crédits non dissociés .....	50 053 200
— Crédits d'engagement .....	128 200
— Crédits d'ordonnancement .....	116 300

**Art. 11.** Les crédits provisoires sont ouverts à concurrence de trois douzièmes du montant des articles du budget initial de 1991 sauf pour les articles suivants :

Crédits ouverts à concurrence de 3,075 douzièmes :

- article 41.23 des sections 51, 52, 53, 55, 56, 64;
- article 41.01 de la section 83.

Crédits ouverts à concurrence de 4 douzièmes :

- articles 11.03, 43.01, 44.01 de toutes les sections;
- articles 43.02, 43.05, 44.02, 44.05 de la section 83.

Crédits ouverts à concurrence de 4,1 douzièmes :

- articles 01.01, 01.06, 01.07, 01.11, 01.13, 44.02, 44.09, 44.10, 44.13, 44.15, 44.16, 44.18, 44.19 de la section 54.

Crédits ouverts à concurrence de 6,15 douzièmes :

- articles 43.23, 44.23, des sections 51, 52, 53, 55, 56, 64;
- articles 43.04, 44.04, de la section 83.

**Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes**

**Art. 12.** Par dérogation à l'article 32, § 3, de la loi du 29 mai 1959, le montant des subventions de fonctionnement accordé par élève régulier est fixé pour l'année scolaire 1991-1992, sauf nouvelle disposition décréteale à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989 tel qu'il a été établi sur base de l'article 7 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1<sup>er</sup> août 1988 augmenté de 2,5 p.c.

Par dérogation à l'article 52 c) et d) de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux, le montant des subventions est fixé pour l'année scolaire 1991-1992, sauf nouvelle disposition décréteale à cet égard, au montant accordé pour l'année scolaire 1988-1989, tel qu'il a été établi sur base de l'article 10 de la loi portant des mesures urgentes en matière d'enseignement du 1<sup>er</sup> août 1988 augmenté de 2,5 p.c.

Les crédits de fonctionnement des écoles et des institutions d'enseignement de la Communauté autres qu'universitaires sont augmentés de 2,5 p.c.

**Art. 13.** Le coût forfaitaire par étudiant dans les orientations d'études mentionnées par la loi du 25 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est fixé au coût forfaitaire de 1991 augmenté de 2,5 p.c.

**Dispositions particulières relatives aux dépenses de capital**

**Art. 14.** Par dérogation aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal n° 402 du 18 avril 1986 modifiant les articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, les soldes au 31 décembre 1991 des crédits inscrits aux articles énumérés ci-après, sont reportés à l'année budgétaire 1992 et ajoutés aux nouveaux crédits pour les articles correspondants des budgets de la Communauté française pour 1992.

Tableau 2 :

**TITRE II. — Dépenses de capital**

Secteur : Infrastructures. — Constructions.

Section 38. — Articles 72.81.12 et 61.51.11

**Art. 15.** La dérogation visée à l'article précédent s'applique également aux soldes disponibles en report au 31 décembre 1991 sur les articles ci-dessous :

Tableau 2 :

**TITRE II. — Dépenses de capital**

Secteur : Infrastructures. — Constructions.

Section 38. — Articles 72.81.12 et 61.51.11

**TITRE IV.**

**Art. 16.** L'article 60.57.A du budget de 1991 relatif au Fonds des investissements immobiliers universitaires devient désormais le 60.57.B. Les moyens repris à l'article d'alimentation 01.01.18 de la section 54 du budget de 1991 sont directement virés à l'article 60.57.B. L'article 10 du dispositif du décret budgétaire de 1991 relatif au même objet n'est plus d'application.

**Art. 17.** Il est créé à la section particulière, chapitre II, du présent budget l'article suivant :

« article 66.24.A Fonds Wernaers destiné à l'affectation de recettes provenant du rapport de biens mobiliers et immobiliers permettant à des étudiants dans le domaine des études comptables et musicales soit de continuer leurs études, soit de bénéficier de l'octroi d'un prix annuel ».

**Art. 18.** Il est créé à la section particulière, chapitre III, du présent budget un article 66.55.B qui est alimenté par le produit de la redevance afférente à l'occupation des bâtiments de la Communauté par le Centre hospitalier universitaire de Liège.

Cette recette est affectée à l'octroi d'une subvention au Centre précité.

**Art. 19.** Il est créé à la section particulière, chapitre III, du présent budget les articles 66.56.B, 66.57.B, 66.58.B, en vue de l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté, officiels subventionnés et libres subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991.

#### Autres dispositions

**Art. 20.** Les dispositions relatives à l'octroi de titres-repas définies à l'article 33 du dispositif du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française — Dépenses d'Education, d'Enseignement, de Recherche, de Constructions scolaires et universitaires, de Formation et Dépenses culturelles d'Education de 1991 — sont maintenues en 1992 sous réserve des dispositions que l'Exécutif est habilité à prendre dans le cadre de modifications du régime des allocations de fin d'année.

**Art. 21.** L'Exécutif est habilité à prendre les mesures nécessaires à l'exécution des conventions sectorielle et intersectorielle de programmation sociale conclues au cours de l'année 1991 et des accords qui en découlent en ce compris les matières relatives aux biens immobiliers et aux investissements des universités ainsi qu'à leur financement par la voie d'un emprunt d'un montant maximum de 6,5 milliards de francs dont le produit sera versé à l'article 66.59.B de la section particulière ouvert à cet effet en vue de sa répartition ultérieure.

**Art. 22.** Les subventions octroyées à charge des crédits inscrits à l'article 41.09 de la section 87 du budget peuvent couvrir des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement.

Le solde du crédit disponible au 31 décembre 1991 est reporté au budget de l'année 1992 pour y être affecté à des dépenses de l'année 1992 ou des années antérieures mais postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Le solde du crédit disponible au 31 décembre 1990 à l'article 41.11 de la section 87 est reporté au budget de l'année 1991 pour y être affecté à des dépenses de l'année 1991 ou des années antérieures mais postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Le solde disponible sur le même article au 31 décembre 1991 est reporté au budget de 1992 dans les mêmes conditions.

**Art. 23.** La tranche d'allocation de fonctionnement due aux universités pour le mois de décembre, payable et imputable à charge du budget de l'année suivante, peut donner lieu à engagement avant le 1<sup>er</sup> janvier, à ordonnancement, liquidation et paiement sur avances de trésorerie, à charge de régularisation dès le 1<sup>er</sup> janvier.

**Art. 24.** Les crédits non dissociés prévus à l'article 01.20.30 de la section 54 — Dépenses courantes — servent à couvrir les dépenses relatives à des exercices antérieurs et supportées par l'Université de Liège. Le solde disponible au 31 décembre 1991 sera reporté à l'année ultérieure afin de faire face à des dépenses de même nature.

**Art. 25.** Les soldes disponibles après paiement des subventions de fonctionnement aux établissements de promotion sociale pour l'année scolaire 1989-1990 respectivement sur les articles 43.23.40 et 44.23.60 de la section 56 du budget de 1990 peuvent être reportés au budget de 1992 pour être affectés au paiement de subventions de fonctionnement relatives à l'année budgétaire 1989.

#### Section III. — Dispositions générales et financières

**Art. 26.** En attendant la mise en vigueur de la loi visée à l'article 50, § 2, de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989, les dispositions de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telles qu'en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1989, restent d'application aux budgets de la Communauté française.

**Art. 27.** Les crédits provisoires alloués par le présent décret ne peuvent être affectés à des dépenses courantes et à des dépenses en capital non autorisées antérieurement par le Conseil de la Communauté française.

**Art. 28.** Sauf dispositions particulières et à l'exception de l'article 38 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991, de l'article 29 du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 — Dépenses d'Education, d'Enseignement, de Recherche, de Constructions scolaires et universitaires, de Formation et Dépenses culturelles de l'Education — et de l'article 21 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 — Dépenses d'Education, de Recherche et de Formation, les articles des dispositifs des décrets contenant l'ajustement de budgets de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 et contenant les budgets de la Communauté française de l'année budgétaire 1991, restent d'application pendant la période pour laquelle les crédits provisoires sont accordés. Les dispositions reprises sous les articles 2 et 3 du décret contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 et sous les articles 12, 19 et 20 du décret du 24 décembre 1990 contenant l'ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1990 — Dépenses d'Education, de Recherche et de Formation, sont applicables aux soldes apparaissant au 31 décembre 1991 sur les crédits visés par ces articles. Les dispositions de l'article 5 de ce dernier décret s'appliquent au budget de 1991.

**Art. 29.** L'Exécutif est autorisé à percevoir les recettes provenant de l'Etat dans le cadre de l'application de la loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions du 16 janvier 1989 ainsi que les recettes provenant de l'exercice de ses compétences.

**Art. 30.** Le ministre-président de l'Exécutif de la Communauté française est autorisé à couvrir par des emprunts, des découverts éventuels de trésorerie, conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 31. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 octobre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme,  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 91 — 3516

[S-C 29672]

15 OKTOBER 1991. — Decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

SECTIE I. — *Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap  
Uitgaven van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken*

**Artikel 1.** Van 1 januari 1992 tot 31 maart 1992 worden voorlopige kredieten geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, te weten (in duizendtallen frank) :

Dotatie aan de Raad van de Franse Gemeenschap :	
Lopende uitgaven.....	47.800
Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken :	
a) Lopende uitgaven .....	8.990.200
b) Kapitaaluitgaven :	
— niet-gesplitste kredieten .....	646.900
— vastleggingskredieten .....	356.400
— ordonnanceringskredieten .....	301.600

**Art. 2.** De voorlopige kredieten worden ten belope van vier twaalfden van het bedrag van de initiële begrotingsartikelen van het begrotingsjaar 1991 voor de volgende artikelen geopend :

- artikelen 11.01 en 11.02 van de secties 01, 02, 03;
- artikelen 11.03 van de secties 31, 61, 66 en 71.

**Art. 3.** Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het gezondheidsbeleid behoort, kunnen er tijdens de eerste drie maanden van het begrotingsjaar 1992 uitgaven ten laste van een nieuw artikel 41.04.21 van sectie 52 (dotatie aan het Bureau voor de AIDS-preventie) vastgelegd, geordonnancerd en uitbetaald worden ten belope van 50 000 000 frank.

**Art. 4.** Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd om tijdens de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992 vastleggingen ten bedrage van 232 500 000 frank te verrichten, bestemd voor de in loten opgesplitste vastleggingen.

**Art. 5.** Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het beleid inzake Maatschappelijke Hulpverlening behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd om tijdens de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992 vastleggingen ten bedrage van 30.000.000 frank te verrichten, bestemd voor de in loten opgesplitste vastleggingen.

(1) *Zitting 1990-1991 :*

*Stukken van de Raad.* — Nr. 227, nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag.

*Zitting 1991-1992 :*

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming : vergadering van 15 oktober 1991.

**Art. 6.** Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen op de vervaldag van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximaal dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanginh van de tegemoetkomingen bedoeld in artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van die van 23 december 1963 op de ziekenhuizen.

Deze vastleggingen kunnen voor de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 200 000 000 frank niet overschrijdt.

**Art. 7.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd, namens de Franse Gemeenschap, de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, aan de gewestelijke en plaatselijke overheidsbesturen, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximum dertig jaar, van leningen door het Gemeentekrediet van België toegestaan ter vervanging van de toelagen aan de ondergeschikte overheidsbesturen voor uitvoering van werken die onder zijn hoog toezicht staan.

Deze vastleggingen kunnen voor de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 200 000 000 frank niet overschrijdt (huisjes voor bejaarden en kinderdagverblijven).

**Art. 8.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt ertoe gemachtigd, bij het Gemeentekrediet van België, namens de Franse Gemeenschap en voor rekening van het psychiatrisch ziekenhuis van de Franse Gemeenschap "Les Marronniers" te Doornik, een kredietopening aan te gaan voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, en voor rekening van het ziekenhuis "Chênes aux Haies", te Bergen, een kredietopening voor een maximaal bedrag van 200 000 000 frank, om de vooruitfinanciering van de werkingskosten van voornoemde ziekenhuizen te verzekeren voor de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992.

De intresten van die kredietopening zullen opgenomen worden in de prijs van de verpleegdag in het ziekenhuis.

**Art. 9.** Door toedoen van de Minister tot wiens bevoegdheid het Gezondheidsbeleid behoort, wordt het Fonds voor ziekenhuis- en medisch-sociale gebouwen van de Franse Gemeenschap, niettegenstaande het vorig artikel, ertoe gemachtigd de verbintenis aan te gaan tot het betalen, op de vervaldag, van de intrest en de aflossing, binnen een termijn van maximum twintig jaar, van leningen toegestaan door het Gemeentekrediet van België, voor bedragen gelijk aan 40 % van de prijs voor de bouwwerken die verricht werden aan de psychiatrische ziekenhuizen van Doornik en Bergen.

Deze vastleggingen kunnen voor de eerste 3 maanden van het begrotingsjaar 1992 leningen betreffen waarvan het totaal volume 32.500.000 frank niet overschrijdt.

#### SECTIE II. — *Uitgaven van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming*

**Art. 10.** Voorlopige kredieten die in mindering komen van de begrotingen voor het jaar 1991 worden vanaf 1 januari 1992 tot 31 maart 1992 geopend, te weten (in duizendtallen frank) :

Niet-gesplitste kredieten .....	50.053.200
Vastleggingskredieten .....	128.200
Ordonnanceringskredieten .....	116.300

**Art. 11.** De voorlopige kredieten worden geopend ten belope van drie twaalfden van het bedrag van de artikelen van de initiële begroting voor 1991 behoudens voor de volgende artikelen :

Kredieten geopend ten belope van 3,075 twaalfden :

— artikel 41.23 van de secties 51, 52, 53, 55, 56, 64;

— artikel 41.01 van de sectie 83

Kredieten geopend ten belope van 4 twaalfden :

— artikelen 11.03, 43.01, 44.01 van alle secties;

— artikelen 43.02, 43.05, 44.02, 44.05 van de sectie 83

Kredieten geopend ten belope van 4,1 twaalfden :

— artikelen 01.01, 01.06, 01.07, 01.11, 01.13, 44.02, 44.09, 44.10, 44.13, 44.15, 44.16, 44.18, 44.19 van sectie 54;

Kredieten geopend ten belope van 6,15 twaalfden :

— artikelen 43.23, 44.23 van de secties 51, 52, 53, 55, 56, 64

— artikelen 43.04, 44.04 van sectie 83.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven.

**Art. 12.** In afwijking van artikel 32, § 3, van de wet van 29 mei 1959, wordt het bedrag voor de werkingstoelagen toegekend per regelmatige leerling voor het schooljaar 1991-1992, behoudens nieuwe decreetbepaling terzake, vastgelegd op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1988-1989 zoals het werd berekend op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs, verhoogd met 2,5 pct.

In afwijking van artikel 52, c) en d) van het organiek koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van de psycho-medisch-sociale centra, wordt het bedrag van de toelagen voor het schooljaar 1991-1992, behoudens nieuwe decreetbepaling terzake, vastgelegd op het bedrag toegekend voor het schooljaar 1988-1989, zoals het werd berekend op grond van artikel 7 van de wet van 1 augustus 1988 houdende dringende maatregelen ter zake van onderwijs, verhoogd met 2,5 pct.

De kredieten voor de werking van de scholen en de onderwijsinstellingen van de Gemeenschap, met uitzondering van de universiteiten, worden verhoogd met 2,5 pct.

**Art. 13.** De forfaitaire kostprijs per student in de studierichtingen bedoeld bij de wet van 25 juli 1971 op de financiering en de controle op de universitaire instellingen wordt vastgesteld op de forfaitaire kostprijs van 1991, verhoogd met 2,5 pct.

#### Bijzondere bepalingen betreffende de kapitaaluitgaven

**Art. 14.** In afwijking van de bepalingen van artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit nr 402 van 18 april 1986 tot wijziging van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, worden de saldi op 31 december 1991 van de kredieten geboekt op de hierna vermelde artikelen overgedragen naar het begrotingsjaar 1992 en gevoegd bij de nieuwe kredieten voor de overeenstemmende artikelen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor 1992.

#### Tabel 2 :

Titel II : Kapitaaluitgaven  
Sector : Infrastructuur-Bouwwerken  
Sectie 38 : Artikelen 72.81.12 en 61.51.11.

**Art. 15.** De afwijking bedoeld in het vorig artikel is eveneens van toepassing op de beschikbare saldi die overgedragen worden op 31 december 1991 naar de hierna vermelde artikelen :

#### Tabel 2 :

Titel II : Kapitaaluitgaven  
Sector : Infrastructuur-Bouwwerken  
Sectie 38 : Artikelen 72.81.12 en 61.51.11.

#### TITEL IV. — Afzonderlijke sectie

**Art. 16.** Artikel 60.57A van de begroting van 1991 betreffende het Gebouwenfonds voor de universiteiten wordt voortaan artikel 60.57.B. De middelen voorzien in het stijfingsartikel 01.01.18 van Sectie 54 van de begroting 1991 worden rechtstreeks overgedragen naar artikel 60.57.B. Artikel 10 van het bepalend gedeelte van het begrotings-decreet van 1991 over hetzelfde onderwerp is niet meer van toepassing.

**Art. 17.** In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk II van deze begroting wordt het volgend artikel ingevoegd : artikel 66.24.A Wernaersfonds bestemd voor de bestemming van de ontvangsten voortvloeiend uit de opbrengst van roerende en onroerende goederen die aan studenten die comptabiliteits- en muziekstudies volgen de mogelijkheid biedt ofwel hun studies voort te zetten, ofwel een jaarlijkse prijs te bekomen.

**Art. 18.** In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk III van deze begroting wordt een artikel 66.55.B ingevoegd dat gestijfd wordt door de opbrengst van het huurgeld dat betaald wordt voor het bezetten van de gebouwen van de Gemeenschap door het "Centre hospitalier universitaire de Liège".

Deze ontvangst is bestemd voor de toekenning van een toelage aan voormeld centrum.

**Art. 19.** In de Afzonderlijke Sectie, hoofdstuk II van deze begroting worden de artikelen 66.56.B, 66.57.B, 66.58.B ingevoegd met het oog op de bestemming van de ontvangsten van de officiële en vrije gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie van de Gemeenschap in het kader van de toepassing van de artikelen 114 en 115 van het decreet van 16 april 1991 tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie

#### Andere bepalingen

**Art. 20.** De bepalingen betreffende de toekenning van maaltijdchecks omschreven in artikel 33 van het bepalend gedeelte van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap-Uitgaven voor Opvoeding, Onderwijs, Onderzoek, School- en Universitaire gebouwen, Opleiding en Culturele Uitgaven voor Opvoeding in 1991-woorden in 1992 behouden, met voorbehoud van de bepalingen die de Executieve gemachtigd is te nemen in het kader van wijzigingen aan het stelsel van de eindejaarstoelagen.

**Art. 21.** De Executieve is ertoe gemachtigd de nodige schikkingen te treffen voor het uitvoeren van de sectoriële en intersectoriële overeenkomsten inzake sociale programmatie, gesloten in de loop van 1991 en de akkoorden die eruit voortvloeien met inbegrip van de materies betreffende de onroerende goederen en de investeringen van de universiteiten alsook hun financiering door een lening voor een maximaal bedrag van 6,5 miljard frank waarvan de opbrengst zal overgedragen worden naar artikel 66.59.B van de afzonderlijke sectie die daartoe is geopend met oog op haar verdere verdeling.

**Art. 22.** De toelagen toegekend ten laste van de kredieten ingeschreven op artikel 41.09 van Sectie 87 van de begroting kunnen personeels-, werkings- en uitrustingsuitgaven dekken.

Het saldo van het beschikbaar krediet per 31 december 1991 wordt overgedragen naar de begroting van 1992 om bestemd te worden voor uitgaven van 1992 of van vorige jaren, maar na 1 januari 1989.

Het saldo van het beschikbaar krediet per 31 december 1990 op artikel 41.11 van de sectie 87 wordt overgedragen naar de begroting van 1991 om bestemd te worden voor uitgaven van 1991 of van vorige jaren, maar na 1 januari 1989.

Het saldo beschikbaar op hetzelfde artikel per 31 december 1991 wordt overgedragen naar de begroting 1992 onder dezelfde voorwaarden.

**Art. 23.** De schijf van de werkingstoelage verschuldigd aan de universiteiten voor de maand december, betaalbaar en aanrekenbaar ten laste van de begroting van het volgende jaar, kan voor 1 januari afgelost, geordonnanceerd, uitbetaald en betaald worden op voorschotten van de schatkist, onder verplichting van regularisatie vanaf 1 januari.

**Art. 24.** De niet-gesplitste kredieten voorzien in artikel 01.20.30 van Sectie 54-Lopende uitgaven-dienen tot het dekken van de uitgaven van vorige dienstjaren en worden door de Universiteit van Luik gedragen. Het beschikbaar saldo per 31 december 1991 wordt naar het volgende jaar overgedragen om uitgaven van dezelfde aard op te vangen.

**Art. 25.** De saldi beschikbaar na de betaling van de werkingstoelagen aan de instellingen voor sociale promotie voor het schooljaar 1989-1990 respectievelijk op de artikelen 43.23.40 en 44.23.60 van Sectie 56 van de begroting 1990, kunnen overgedragen worden naar de begroting 1992 omgebruikt te worden voor de betaling van werkingstoelagen voor het begrotingsjaar 1989.

### SECTIE III. — Algemene en financiële bepalingen

**Art. 26.** In afwachting van de inwerkingtreding van de wet bedoeld in artikel 50, § 2, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, blijven de bepalingen van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, zoals zij van kracht waren op 1 januari 1989, van toepassing op de begrotingen van de Franse Gemeenschap.

**Art. 27.** De voorlopige kredieten toegekend bij dit decreet mogen niet bestemd worden voor lopende en kapitaaluitgaven die vroeger door de Raad van de Franse Gemeenschap niet waren toegelaten.

**Art. 28.** Behoudens bijzondere bepalingen en met uitzondering van artikel 38 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, van artikel 29 van het decreet van 24 december 1990 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991-Uitgaven voor Opvoeding, Onderwijs, Onderzoek, School- en Universitaire gebouwen, Opleiding en Culturele Uitgaven voor Opvoeding- en van artikel 21 van het decreet van 24 december 1990 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990-Uitgaven voor Opvoeding, Onderzoek en Vorming, blijven de artikelen van de bepalende gedeeltes van de decreten houdende aanpassing van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 en houdende de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991, van toepassing gedurende de periode waarvoor de voorlopige kredieten worden toegekend. De bepalingen vermeld in de artikelen 2 en 3 van het decreet houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990 en in de artikelen 12, 19 en 20 van het decreet van 24 december 1990 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1990-Uitgaven voor Opvoeding, Onderzoek en Vorming zijn toepasselijk op de saldi per 31 december 1991 van de bij deze artikelen bedoelde kredieten. De bepalingen van artikel 5 van dit decreet zijn van toepassing op de begroting van 1991.

**Art. 29.** De Executieve is ertoe gemachtigd de ontvangsten te innen die van de Staat komen in het kader van de toepassing van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten alsook de ontvangsten voortvloeiend uit de uitoefening van haar bevoegdheden.

**Art. 30.** De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap is ertoe gemachtigd door leningen eventuele tekorten van de schatkist te dekken, overeenkomstig de bepalingen van artikel 49 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten

**Art. 31.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 oktober 1991. \*

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met de Cultuur en de Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF